

Appel à projets Organisations de la société civile féministes

Réunion de concertation

Jeudi 25 juin 2020

Cette version remplace la version du CR publiée sur le site de l'AFD le 20/07/2020 (modifications apportées aux réponses 6 et 7).

Participant·es pour l'AFD :

Division Santé et protection sociale (SAN) : Anne ISAMBERT, Rebecca PINHAS, Tatiana MANIEZ
Division Organisations de la société civile (OSC) : Emmanuelle CATHELINEAU, Florence LLORENS
Cellule Lien Sociale (CLS) : Lucie BROECHLER

Participant·e-s pour les OSC :

Lucie BARBIER, ACF
Camille CHEMIN, ACTED
Yveline NICOLAS, Adéquations
Cécile BARRAS, Aide et Action
Ernestine NGO MELHA, Association d'Aide à l'Education de l'Enfant Handicapé
Souad CHAOUIH, Association des Marocains de France
Lucrece AKOUANGO, ATIA
Fatima NDIAYE, Biodiversity for peace
Ludovica ANEDDA, CARE France
Marina OGIER, CARE France
Fanny CHABAL, CCFD-Terre Solidaire
Sophie DUVAL, Coordination SUD
Aurélié GAL-REGNIEZ, Equipop
Nicolas RAINAUD, Equipop
Fawzia BABA-AISSA, Fonds pour les Femmes en Méditerranée
Caroline BRAC DE LA PERRIERE, Fonds pour les Femmes en Méditerranée
Yacine DIAKITE, FORIM
Caroline KIENTZ, Frères des Hommes
Cécile BROUTIN, GRET
Denis CORDIER, Initiatives Développement
Jeanne HEFEZ, IPAS
Marguerite BAANWARTH, Médecins du Monde
Christine MAUGET, MPFP
Sandra LHOTE FERNANDES, Oxfam France
Micol PICASSO, Oxfam France
Juliane GOURDIN, Plan international France
Aurélié DENTAN, Santé Sud
Laurence RAVINET, Solthis
Maëva BREAU, WECF France

Participant·es pour le Ministère de l'Europe et des Affaires Etrangères (MEAE), Direction Générale de la Mondialisation (DGM), Sous-direction du développement humain (HUMA)

Hélène FERRER, Responsable du pôle genre, éducation, population, jeunesse

Introduction : rappel des éléments de la note de cadrage

Questions /réponses sur le fonctionnement de l'appel à projet (AAP) :

1. Dans les faits n'est-ce pas plutôt un « appel d'offre » concurrentiel (qui va sélectionner un seul bénéficiaire) plutôt qu'un « appel à projets » ?
➔ Pour le financement d'OSC, l'AFD parle d'appel à projets. Le format proposé dans le cadre de cet appel est hybride : il s'agit bien pour les structures candidates de formuler des propositions de projets de dispositifs de financement et d'accompagnement d'OSC féministes des Suds, mais *in fine* une seule proposition sera retenue.
2. Est-ce que la cible géographique est bien multi-pays (soutien/subventions à des OSC en Afrique et Asie/Proche-Orient/Amérique latine)?
➔ La cible géographique est bien multi-pays, avec 65% fléchés sur l'Afrique (y inclus l'Afrique du Nord).
3. "L'opérateur" va sélectionner les OSC sud ou va-t-il lancer un appel à projet pour les OSC du sud
➔ Le consortium précisera dans son offre la méthodologie qui lui semble la plus pertinente pour sélectionner les OSC du sud. L'appel à projets semble à première vue la modalité de sélection la plus pertinente afin de capter le maximum d'OSC tout en assurant le filtrage des candidatures. Dans leur proposition, les soumissionnaires sont invités à préciser la ou les modalités envisagées pour toucher et financer les OSC et les avantages de cette/ces modalités. A noter que cet/ces appel(s) à projets devra/ont être suffisamment précis pour assurer le filtrage des OSC féministes pertinentes, sans pour autant être trop contraignant(s), au risque sinon de se détourner de l'objectif de l'AAP (capter les OSC du sud qui ne bénéficient pas de fonds habituellement, car insuffisamment préparées pour répondre à des appels à projets). Précision post réunion : l'AFD donnera un ANO sur les TdR des appels à projets (ou autre outil de financement) à destination des OSC du sud ainsi que sur la sélection finale.
4. Les organisations rencontrent des difficultés de coordination par ces temps de confinement avec certains pays du Sud encore confinés et les vacances d'autre part rendent compliqué de s'engager dans un partenariat avec les OSC du Sud sans aller sur le terrain et dans un timing d'instruction aussi court.
➔ Une étude de terrain n'est pas demandée dans l'immédiat. Les propositions de projets pourront se baser dans leur offre sur les connaissances des ONG du Sud. Une étude de faisabilité, financée sur l'AAP, sera réalisée au démarrage du projet fin 2020/début 2021, afin d'affiner le diagnostic initial.
5. Il serait plus intéressant de se focaliser sur les organisations actrices plutôt que sur les thématiques, sachant que les OSC ou mouvements féministes ne travaillent pas forcément sur une seule thématique mais sur plusieurs. Faut-il que 50% des OSC partenaires travaillent

au moins sur le champ des DSSR ? Les OSC demandent de faire preuve de souplesse et de lever ces pourcentages.

➔ Le champ des thématiques a été élargi pour ne pas mettre de côté des OSC du Sud qui n'interviendraient pas dans le champ des DSSR. Il est souhaitable qu'une partie majoritaire du financement soit ciblé sur des OSC féministes du Sud qui travaillent au moins en partie sur le champ des DSSR, la cible de 50% ne sera néanmoins pas éliminatoire.

6. Questions concernant le côté couteux en temps et en argent d'une organisation par consortium

➔ Il est proposé d'allouer 12% maximum de l'enveloppe au financement des frais administratifs (y inclus les ressources humaines et frais de fonctionnement siège).

7. Le renforcement de capacités des OSC du sud fait-il partie des 60% de subvention ou dans les 40% autres destinés au consortium ? Selon les projets, un appui technique peut être plus utile qu'un appui financier, et vice versa, il faudrait donc éviter les pourcentages limitatifs.

➔ 88% des financements minimum iront aux OSC du sud pour du financement d'activités et de fonctionnement ainsi que pour les activités de renforcement de capacités, de capitalisation/mise en réseau/échanges de pratiques et de communication. Les OSC ayant tant besoin de fonds que de renforcement de capacités, les appuis devront être ajustés en fonction des structures appuyées, avec les objectifs conjoints de flécher le maximum possible sur le financement direct des OSC et celui d'assurer le renforcement des capacités des structures. Il sera, en outre, nécessaire d'assurer une capitalisation de qualité sur ce projet pilote.

8. Est-ce que l'AFD a des attentes en termes de résultats des projets menés par les OSC locales ou aussi des attentes sur le renforcement de capacités des OSC par le consortium ?

➔ L'appui à une définition de stratégie, l'appui à la gestion financière, administrative mais aussi au renforcement des compétences techniques seront considérés comme des résultats.

Questions/réponses sur l'éligibilité du consortium :

9. Y a-t-il un nombre limité de membres qui peuvent se mettre en consortium ?

➔ Il n'y a pas de limites au nombre de membres au sein du consortium, qui peut en outre comprendre des OSC du sud et des OSC du nord.

10. Faut-il justifier d'une présence du consortium sur chacune des zones (Afrique, Moyen Orient, Asie, Amérique latine)?

➔ Non.

11. Est-ce que les bénéficiaires de *Leading from the South* et du *Equality fund* peuvent candidater?

➔ Les OSC du Sud qui bénéficient des fonds de l'Equality Fund pourront candidater aux dispositifs de financement mis en place par le consortium sélectionné à la suite de cet appel à projets. Il reviendra au consortium/OSC attributaire d'évaluer la pertinence de financer des bénéficiaires déjà couverts par d'autres financements.

12. Est-ce envisageable que des membres du consortium remettent une partie des fonds aux fonds féministes locaux pour qu'ils redistribuent aux petites OSC de terrain ?

➔ L'AFD ne souhaite pas multiplier les intermédiations, à savoir confier les fonds à un consortium qui les rétrocèderaient à des fonds féministes locaux, qui les rétrocèderaient à leur tour à des OSC féministes locales, car cela compliquerait le schéma institutionnel et fiduciaire et générerait des frais administratifs en cascade au détriment des bénéficiaires finaux du financement. En revanche, les fonds féministes locaux pourront (i) bénéficier d'un renforcement de capacités du consortium de l'ONG, c'est même encouragé par l'AFD, (ii) être membre du consortium, (iii) être opérateur de mise en œuvre d'une activité de renforcement de capacités en tant que partenaire/prestataire du consortium. En outre, le consortium ou l'OSC soumissionnaire aura tout intérêt à se rapprocher des fonds féministes locaux pour cibler au mieux les OSC du sud.

Commentaire post réunion sur les questions 9 et 10 : les fonds féministes, s'ils répondent aux différents critères d'expertise et de budget, peuvent candidater pour cet appel à projets.

13. Faut-il être du nord pour candidater ?

➔ Pas nécessairement, un groupement entre OSC du nord et OSC du sud est possible.

14. Les entreprises sont-elles éligibles (bureau d'études)?

➔ Elles peuvent faire partie du consortium si leur domaine d'expertise correspond à celui de l'AAP.

15. L'opérateur lead du consortium doit-il avoir une taille de budget annuel minimale?

➔ Le budget annuel du projet soumis ne devra pas représenter plus de 70% du budget annuel moyen de l'OSC lead du consortium ou de l'OSC seule sur les trois derniers exercices certifiés. Le montant du projet étant égal à 15 MEUR et la durée du projet égale à 4 ans, le montant annuel du projet est égal à 3,75 MEUR. **Par conséquent l'OSC devra avoir un budget annuel égal ou supérieur à 5,3 MEUR soit 5 MEUR/an.** Si certaines structures souhaitent participer mais n'ont pas le budget requis, elles pourront faire partie du consortium mais ne pourront être en lead.

16. Concernant les petites organisations françaises intervenant dans les pays du sud, est-il possible qu'elles puissent solliciter des financements dans ce dispositif si toutefois il est mis en place?

➔ Ça n'est pas l'objet, il y a d'autres dispositifs de financement possibles ([Agence des microprojets](#) notamment).

Questions/réponses sur les structures financées par le consortium :

17. Qu'appelle-t-on OSC féministes ?

➔ Il peut s'agir de structures intervenant dans les domaines des droits des femmes et des inégalités mais également de structures qui travaillent sur les thématiques de l'AAP (DSSR, VBG, renforcement économique). Ce n'est pas parce que l'ONG n'est pas étiquetée féministe qu'elle ne peut pas être financée si elle intervient sur les

thématiques de l'AAP. C'est au consortium de sélectionner les acteurs les plus pertinents.

18. Est-ce que les associations de PF membres de l'IPPF qui ne sont pas étiquetées féministes mais agissent au quotidien pour les DSSR pourront être financées ?

→ L'AAP s'adresse aux OSC féministes, qu'elles soient enregistrées comme telles ou non. Il revient au consortium de proposer dans son offre une analyse et une méthodologie adaptées pour toucher les structures cibles.

19. Comment le plafond des 150 000 euros pour les montants alloués aux OSC a-t-il été déterminé ? Est-ce uniquement pour s'assurer qu'au moins 60 OSC seront financées ? S'il est évidemment impératif que de petites subventions soient accordées, ne serait-il pas pertinent de permettre des exceptions pour quelques subventions plus substantielles (peut-être jusqu'à 200 ou 250k) ?

→ Le plafond est une estimation qui visait à être discutée avec les OSC lors de cette réunion et la fourchette reste indicative. Il est possible de financer des OSC du sud à hauteur de 250 000 euros, si un tel appui est jugé nécessaire et adéquat. L'AFD vise le double objectif de (i) financer les petites OSC qui ne sont actuellement pas éligibles à d'autres guichets, pour des montants de subvention aussi élevés et de (ii) financer les structures et projets les plus pertinents. La note de cadrage indique qu'un équilibre devra être trouvé entre des subventions de petits montants et des subventions plus importantes pour des questions de faisabilité de gestion et de souplesse. Il reviendra au consortium/OSC de faire les propositions qu'il juge les plus adaptées dans son offre

20. Qu'est-ce qui est entendu par organisations féministes ? A cadrer parce qu'il y a des organisations qui se battent pour les droits des femmes et d'autres qui ont un but plus humaniste. Ce sont plutôt celles qui se battent pour les droits des femmes qui sont peu répertoriées, qui sont de petits collectifs, en dehors des radars qui paraissent donc importantes dans le cadre de cet AAP. Il faut peut-être faire une répartition équitable entre grosses organisations et petites organisations féministes. Il faudrait en faire état dans la note de cadrage.

→ Les OSC féministes de plaidoyer sont dans le périmètre du projet. La fourchette de financement est volontairement large entre 5 000€ et 250 000€ environ pour pouvoir toucher des petites et des structures plus importantes.

21. Est-ce que les organisations que l'AFD finance déjà pourront faire partie du consortium ou est-ce qu'elles sont disqualifiées d'office ?

→ Elles ne seront pas disqualifiées, néanmoins l'AFD s'assurera de la capacité d'absorption des OSC qui seraient déjà porteuses de plusieurs projets sur financement AFD. Une attention sera portée au fait de ne pas venir en cofinancement d'autres projets mais bien en complément.

22. Dans la note de cadrage, l'étude de FRIDA sur les organisations de jeunes féministes est mise en avant alors que les jeunes organisations sont moins mises en valeur dans la suite du texte.

→ L'AAP ne sera pas restreint aux mouvements de jeunes féministes mais elles sont bien visées par l'AAP.

23. Est-ce qu'il est certain qu'au niveau de l'AFD il soit possible de financer des OSC qui ne sont pas enregistrées et donc qui ne possèdent pas de CA et pour lesquelles il ne sera alors pas possible de faire les vérifications standards ?

→ Le financement de l'AFD sera intermédié. Il sera possible de financer sur les fonds du projet des OSC non enregistrées encore (ne disposant pas d'une personne morale) et ne disposant pas d'un CA. Le consortium s'assurera dans ce cas via des diligences LAB/FT que les personnes physiques ne figurent pas sur les listes de sanctions internationales, françaises en internationales. En outre le projet pourra appuyer le processus d'enregistrement des organisations qui le souhaiteraient.

Questions/réponses administratives :

24. Le fonds intermédié au niveau de l'AFD sera géré par la DOE ou DPA/OSC ?

→ Le fonds intermédié sera géré par la DOE/SAN en co-chefferie de projet avec OSC et avec l'appui de CLS.

25. Quelle est la date ultime de présentation du projet ? Le dépôt doit-il être en août ? Ça ne laisse pas beaucoup de temps entre la COVID et les vacances.

→ Le dépôt pourra probablement avoir lieu au plus tard mi-septembre. Commentaire post réunion : la date de remise des offres est fixée au 28 septembre 2020 à 12h.

26. Les procédures de la DOE sont très contraignantes. Comment est-il possible de faire participer des ONG qui n'ont pas les capacités de suivre ces procédures ? Est-ce qu'il y aura de la flexibilité pour ces procédures ? Quels risques pour l'ONG porteuse ?

→ L'idée est de confier des fonds à un porteur solide qui sera responsable vis-à-vis de l'AFD de l'ensemble des financements adressés aux OSC du Sud. Les ONG avec qui l'AFD travaille habituellement ont l'habitude de ces procédures. Des diligences seront effectuées sur les OSC du sud financées mais il ne leur sera pas demandé de suivre les mêmes procédures qu'une OSC du nord.

27. Une souplesse dans les procédures (notamment de reporting) pourrait-elle être envisagée sachant que l'OSC lead sera responsable de projets avec au minimum 60 OSC des suds ?

→ Il sera demandé un rapport d'exécution technique et financière annuel, ainsi qu'à échéance trimestrielle, une courte note, sur un format simple à définir entre l'AFD et le consortium d'ONG (4 pages par exemple) présentant l'état d'avancement du projet, les éventuelles difficultés rencontrées, et le taux d'utilisation des fonds. Ces notes serviront de support aux réunions de suivi trimestrielles qui se tiendront entre le consortium et l'AFD. L'AFD a pris note de la demande des OSC d'avoir un reporting qui ne soit pas trop chronophage. L'AFD est tout à fait en ligne avec cet objectif mais souligne (post réunion) qu'une redevabilité régulière ainsi qu'une communication soutenue (via différents canaux, et sous des modalités classiques et plus innovantes) seront attendues sur ce projet, qui est porté et suivi à haut niveau. Le consortium/l'OSC est invité à tenir compte de cet impératif de redevabilité et de communication dans son offre.

28. Concernant la souplesse des procédures, c'est non seulement au niveau des coûts mais aussi au niveau de la gouvernance des OSC du sud

→ L'équipe projet a conscience que les OSC du sud n'ont pas toujours des gouvernances aussi établies que celles des OSC du nord. C'est le but de l'AAP de renforcer les OSC du sud sur ce point.

29. Est-ce que vous avez déjà une idée des types d'indicateurs qui seront attendus dans le reporting des OSC du Sud ? Est-ce que cela sera à proposer par le consortium ?

→ L'AFD n'a pas d'idées spécifiques concernant les types d'indicateurs, ce sera au consortium de soumettre une proposition.

30. Un cofinancement sera-t-il demandé ?

→ L'AFD prend en charge l'intégralité des coûts du projet.

31. Sera-t-il attendu des dossiers complets et des notes de concept ?

→ Des dossiers complets, avec note de concept complète, seront demandés.

Questions/interventions sur le Fonds Génération Egalité de 120M :

32. Dommage que cette discussion opérationnelle vienne avant la discussion politique sur le fonds de 120 millions. Parce qu'il faut que ce fond ait une vision transformatrice, féministe donc il aurait fallu parler politique avant cette réunion technique.

→ L'AFD est un opérateur d'exécution. Il fallait donc organiser la réunion technique rapidement, afin d'être en mesure de pouvoir octroyer les fonds cette année. Tarder à organiser la réunion aurait mis tout le monde en difficulté.

Intervention d'Hélène Ferrer (DGM) :

→ Dans l'attente des derniers arbitrages au niveau de l'Elysée sur l'ensemble du dispositif des 120M €, qui devaient avoir lieu la semaine du 22 juin, priorité a été donnée pour avancer sur l'opérationnalisation de l'AAP de 15M€. La DGM attendait également un feu vert pour proposer une séquence de communication au niveau politique. Actualisation post réunion : Les propositions en cours portaient sur une annonce du lancement du dispositif au niveau du ministre ou de la secrétaire d'Etat lors d'un événement virtuel le 7 juillet lié au FGE, à la date à laquelle aurait dû commencer le forum avant l'annonce de son report. Une réunion a été organisée entre l'AFD, le ministère (DGM) et les ONG le 15 juillet pour échanger sur l'ensemble du dispositif, qui a été l'occasion de répondre aux questions des ONG et de les consulter sur certaines modalités de mise en œuvre du Fonds.

33. Un ciblage des subventions allouées aux associations dans les pays via les SCAC ne serait-il pas plus efficace en ayant un souci d'exclusivité au local ? : Au-delà de ce premier appel à projet lancé par l'AFD, d'autres modalités de mise en œuvre sont prévues dans le cadre du fonds de 120M €. Le Fonds de solidarité pour les projets innovants (FSPI) en fait partie, notamment dans sa composante PISCCA (projets innovants de la société civile et des coalitions d'acteurs), avec l'objectif de favoriser les financements directs aux OSC des pays partenaires, via les SCAC des Ambassades.

Questions/réponses autres :

34. Ce type de financement laisse penser qu'il y a beaucoup d'ouvertures possibles par rapport aux financements classiques de l'AFD et c'est ce que l'écosystème attendait. Les ONG espèrent qu'il y aura de la place dans le dialogue avec l'AFD pour parler des modalités de partenariat entre le consortium et l'AFD mais aussi entre les OSC du sud et l'AFD. La question des effets qu'on attend de ce type de projet, de ses modalités nouvelles de financement, et l'évaluation de ce projet constituent des enjeux sur lesquels il faudra pouvoir continuer à échanger parce que structurants pour la suite. Les ONG espèrent que ce type d'espace pourra être ouvert et voient ce type de fonds comme un pilote pour re-questionner les types de partenariats au niveau global.
- ➔ Effectivement cet AAP se veut innovant en ce sens et il sera nécessaire de capitaliser sur cette expérience. Une attention sera portée à la mise en place, dans le cadre du dispositif de suivi du projet, d'un espace de discussion sur les modes de faire autour de ce projet.
35. Les Actions Coalitions du Forum Génération Egalite font le pari de nouveaux partenariats pour catalyser des collaborations multisectorielles entre OSC/ Secteur privé/agences onusiennes et gouvernements au niveau international mais aussi au niveau national. Quels rôles envisagez-vous pour les agences onusiennes telles que l'UNFPA ou l'OMS dans le déroulement de ces projets? Seront-elles impliquées au travers d'autres mécanismes?
- ➔ Il sera nécessaire de se coordonner localement avec les agences onusiennes, telles qu'UNFPA notamment, qui est très mobilisé sur les DSSR. Il sera par ailleurs nécessaire de prendre en compte d'autres acteurs régionaux comme l'OOAS par exemple. Au-delà des agences onusiennes, le consortium devra s'articuler avec les différents acteurs en place, là où c'est pertinent.
36. Comment cet appel s'articule avec les autres initiatives en train d'être lancées (Etude d'Expertise France notamment)?
- ➔ EF a réalisé un premier diagnostic des associations féministes sur le terrain dont le rapport final a été finalisé fin juin mais n'est pas communicable à ce stade.
37. Les enjeux climatiques ne figurent pas dans l'AAP alors que c'est une priorité de la France :
- ➔ D'autres sujets comme genre et climat/transition écologique sont prioritaires mais des choix ont dû être réalisés dans ce premier appel à projet.
38. Concernant la note de cadrage, il est précisé qu'il faut une bonne connaissance du renforcement de compétences des OSC. Il faudrait ajouter que l'on parle d'OSC féministes et de femmes.
- ➔ Nous ne souhaitons pas en faire un critère discriminant.